



---

77<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale

Agenda item 27

**Rapport du Conseil de sécurité pour 2022 (A/76/2)**

New York, 30 juin 2023

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Nous vous sommes reconnaissant d'avoir dédié cette séance spécifiquement au rapport annuel 2022 du Conseil de sécurité, permettant ainsi de se pencher pleinement sur le lien institutionnel important entre cet organe et l'Assemblée Générale.

L'année dernière, à peine élu au Conseil de sécurité, nous avons exprimé notre reconnaissance envers vous toutes et tous pour la confiance accordée. Aujourd'hui, c'est avec humilité que nous prenons la mesure de cette responsabilité, reflété dans le travail de nos prédécesseurs en 2022 par ce rapport annuel. Nous remercions les Émirats arabes unis pour leur présentation et le Brésil pour la rédaction de l'introduction. Nos remerciements s'adressent également à tous les membres du Conseil et au secrétariat pour leur travail.

Nous rappelons à ce titre l'importance de la transparence, de l'inclusion et de redevabilité du Conseil. Celles-ci sont au cœur du groupe *Accountability, Coherence and Transparency* (ACT). Depuis dix ans, le groupe s'engage pour une approche analytique plus poussée de ce rapport, car nous lui attribuons une importance considérable, particulièrement en terme de redevabilité. Nous nous associons à la déclaration lue par le Portugal au nom d'ACT.

J'aimerais relever trois points additionnels :

**Premièrement**, les deux cents pages du rapport annuel ne transmettent qu'imparfaitement l'impact qu'ont eu des bouleversements politiques majeurs, comme l'agression russe contre l'Ukraine ou l'escalade de violence dans un grand nombre de pays. Ceux-ci sont reflétés par le doublement des réunions organisées à la demande des membres. Nous déplorons l'utilisation du veto à quatre reprises en 2022 et le blocage qui en découle dans le cas de l'Ukraine et de la République Démocratique Populaire de Corée. L'Assemblée Générale est entrée en action à chaque fois, que ce soit dans le cadre d'une séance extraordinaire d'urgence où elle a adopté sa propre résolution pour l'Ukraine ou dans des séances nouvellement mandatées dans les autres contextes. Nous saluons le fait que dans le cas de la Syrie, le Conseil ait pu, au deuxième essai, renouveler en juillet 2022 la résolution sur l'aide

---

transfrontalière. Cette année encore, nous travaillons à un renouvellement, basé sur l'impératif humanitaire, pour garantir que l'aide atteigne les populations dans le besoin.

**Deuxièmement**, le travail du Conseil a pu – malgré les grands désaccords et difficultés mentionnés – aussi résulter dans certains progrès. La résolution 2653, visant les bandes criminelles en Haïti, a ainsi pu créer le premier régime de sanctions depuis cinq ans. Il s'agit maintenant de l'appliquer au profit de la protection de la population civile. La résolution 2664 – pionnière - a quant à elle créé une exemption humanitaire permanente à l'application des régimes de sanctions des Nations Unies. Elle constitue un pas important dans l'évolution de son système de sanctions. Il revient désormais à tous les Etats-membres de mettre en œuvre cette résolution afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à toutes les personnes dans le besoin. Sur le Myanmar, le conseil a – pour la première fois dans son histoire - condamné les violences au travers d'une résolution (2669) et lancé un appel au dialogue, au maintien des institutions démocratiques et au respect des droits humains. Au-delà de ce signal important, une action plus efficace reste pourtant urgemment nécessaire.

**Troisièmement**, j'aimerais mettre un accent sur les méthodes de travail du Conseil. Nous nous sommes exprimés depuis des années pour leur amélioration. Depuis six mois, nous en mesurons directement l'importance. Le Conseil a repris un mode de fonctionnement post-pandémique en 2022. Il devrait faire preuve d'une plus grande transparence, par exemple en s'accordant régulièrement sur des éléments à la presse suite à des réunions closes, comme nous avons réussi à la faire sur le Soudan le 23 juin. Ensuite, si le Conseil peine à trouver des réponses adéquates aux nombreuses crises et conflits simultanés, il serait temps de considérer une approche plus holistique et portant sur le long-terme. Sans avoir recours à une révision de la Charte, une collaboration plus étroite avec la Commission de Consolidation de la Paix ou le Nouvel Agenda pour la Paix offrent des opportunités pour améliorer le travail du Conseil - nous devons les saisir. Une bonne opportunité, pour tous les membres de l'Assemblée générale, de pousser vers une amélioration des méthodes de travail dans un des domaines les plus importants pour la prévention, s'offre à nous par le Code de Conduite proposé par le groupe ACT et entre temps soutenu par deux tiers de cette Assemblée. En s'engageant à ne pas voter contre une résolution visant à empêcher le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, une action efficace du Conseil pourra être encouragée. Nous appelons tous ceux qui n'ont pas encore souscrit au Code d'y adhérer.

Monsieur le Président,

La Suisse est consciente de sa responsabilité envers vous tous. Nous nous engageons à ce que le travail du Conseil soit respectueux du droit international, en particulier du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. Nous nous engageons à ce que la participation plus inclusive, en particulier des femmes, et la redevabilité, notamment dans l'application des sanctions, soit assurée. Nous espérons compter sur votre soutien.

Je vous remercie.

---

77th session of the General Assembly

Agenda item 27

**Security Council report for 2022 (A/76/2)**

New York, June 30, 2023

Statement by Switzerland

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

We are grateful that you dedicated this meeting specifically to the 2022 annual report of the Security Council, thus enabling us to focus fully on the important institutional link between this body and the General Assembly.

Last year, having just been elected to the Security Council, we expressed our gratitude to all of you for the trust placed in us. Today, it is with humility that we take the measure of this responsibility, reflected in the work of our predecessors in 2022 through this annual report. We would like to thank the United Arab Emirates for their presentation and Brazil for writing the introduction. Our thanks also go to all the members of the Council and the Secretariat for their work.

We would like to reiterate the importance of the Council's transparency, inclusion and accountability. These are at the heart of the Accountability, Coherence and Transparency (ACT) group. For the past ten years, the group has been committed to a more analytical approach to this report, as we attribute considerable importance to it, particularly in terms of accountability. We associate ourselves with the statement read out by Portugal on behalf of ACT.

I would like to make three additional points:

**First**, the two hundred pages of the annual report only imperfectly convey the impact of major political upheavals, such as Russia's aggression against Ukraine and the escalation of violence in a large number of countries. These are reflected in the twofold increase in the number of meetings organized at members' request. We deplore the use of the veto on four occasions in 2022, and the ensuing deadlock in the case of Ukraine and the Democratic People's Republic of Korea. The General Assembly sprang into action each time, whether as part of an emergency special session where it adopted its own resolution for Ukraine, or in newly scheduled sessions in the other contexts. We welcome the fact that in the case of Syria, the Council was able, at its second attempt, to renew the resolution on cross-border aid in July 2022. This year, we are again working on a renewal, based on the humanitarian imperative, to ensure that aid reaches the populations in need.

**Second**, the Council's work has - despite the major disagreements and difficulties mentioned - also resulted in some progress. Resolution 2653, targeting criminal gangs in Haiti, created the first sanctions regime in five years. It now needs to be applied to protect the civilian population. The pioneering Resolution 2664 created a permanent humanitarian exemption to the application of UN sanctions regimes. It represents an important step in the evolution of the UN sanctions system. It is now up to all

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

member states to implement this resolution in order to facilitate the delivery of humanitarian aid to all those in need. On Myanmar, the Council - for the first time in its history - condemned the violence in a resolution (2669) and called for dialogue, the maintenance of democratic institutions and respect for human rights. However, beyond this important signal, more effective action is still urgently needed.

**Third,** I'd like to focus on the Council's working methods. For years, we have been calling for improvements. Over the past six months, we have been able to measure their importance directly. In 2022, the Council has returned to a post-pandemic mode of operation. It should demonstrate greater transparency, for example by regularly agreeing on elements to the press following closed consultations, as we managed to do on Soudan on June 23. Then, if the Council is struggling to find adequate responses to the many simultaneous crises and conflicts, it's time to consider a more holistic, long-term approach. Without resorting to a revision of the Charter, closer collaboration with the Peacebuilding Commission or the New Agenda for Peace offer opportunities to improve the Council's work - we must seize them. A good opportunity for all members of the General Assembly to push for improved working methods in one of the most important areas for prevention is offered by the Code of Conduct proposed by the ACT group and meanwhile supported by two-thirds of this Assembly. By committing not to vote against a resolution aimed at preventing genocide, crimes against humanity or war crimes, effective Council action can be encouraged. We call on all those who have not yet signed up for the Code to do so.

Mr. President,

Switzerland is aware of its responsibility towards all of you. We are committed to ensuring that the work of the Council respects international law, in particular international humanitarian law and international human rights law. We are committed to ensuring a more inclusive participation, particularly of women, and accountability, notably in the application of sanctions. We look forward to your support.

I thank you.